

**Fédération Nationale de l'Enseignement , de la Culture
et de la Formation Professionnelle FORCE OUVRIERE**
- Coordination des sections fédérales de l'Académie de Montpellier -
UD FO – Maison des syndicats
474 allée Henri II de Montmorency 34000 Montpellier
Tel : 09 75 85 30 05 – 06 87 84 96 02
Mail : fnecfp-fo.acamontp@orange.fr

Déclaration liminaire au CDEN du mardi 14 février 2023

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Le CDEN de ce jour a pour objet principal la carte scolaire du 1er degré pour la prochaine rentrée. Mais alors qu'ils sont confrontés à une inflation galopante, les salariés font face à une attaque supplémentaire contre un de leurs droits les plus fondamentaux, la retraite. Le gouvernement veut imposer une réforme dont personne ne veut. La population soutient plus que jamais l'ensemble des organisations syndicales et de la jeunesse qui s'oppose au recul de l'âge légal à 64 ans et à l'allongement des cotisations et exige le retrait de cette réforme par la grève et des manifestations massives. Avec près de 2 millions de manifestants, le 7 février a confirmé le rejet de cette réforme qui veut baisser de façon significative le montant des retraites et des pensions. Ce samedi c'est l'ensemble de la population, près de 3 millions qui ont battu le pavé une nouvelle fois, à l'appel de toutes les organisations syndicales, pour exiger le retrait. S'il reste sourd, le gouvernement sera le seul responsable du blocage du pays par la grève. C'est ce que proposent les organisations nationales pour le 7 mars si le gouvernement ne recule pas. Manifestement, le gouvernement veut passer en force. Nous bloquerons donc le pays.

Concernant les salaires, les annonces ministérielles sont un simulacre de revalorisation à la fois indigente et inégalitaire, dont la majeure partie des personnels sont écartés! Seule réponse à l'effondrement de leur pouvoir d'achat, le ministre Ndiaye propose aux enseignants des heures et des missions supplémentaires. Dans ces conditions, comment s'étonner de la désertion des vocations et du manque de candidats aux différents concours ? Là encore c'est l'unité syndicale FO FSU UNSA CGT et SUD pour exiger des mesures salariales sans contreparties pour tous les personnels et dénoncer la provocation que constituent à la fois le « socle » et le « pacte ». A travers le pacte, les concertations CNR, Notre Ecole Faisons la ensemble et les fonds d'innovation pédagogique, le ministre Ndiaye vise à accélérer la territorialisation de l'Ecole et la remise en cause des statuts. Les statuts sont un pilier de l'école publique : ils protègent les personnels, participent au respect qui leur est dû, et, par la voie des concours de recrutement nationaux, garantissent une qualité d'enseignement aux élèves la plus égale possible dans tout le pays.

Dans le même temps, le ministre poursuit son œuvre de destruction de l'école publique en supprimant 2000 postes d'enseignants dont 1117 dans le 1er degré pour la rentrée 2023. Ces suppressions sont d'autant plus inacceptables que plus de 144 millions n'auraient pas été dépensés sur le budget 2022, soit l'équivalent d'environ 3000 postes, et qu'en un claquement de doigts, le gouvernement lâche 413 milliards pour augmenter le budget militaire sur 5 ans.

Comme son prédécesseur, le ministre fait mine de s'émouvoir des « résultats problématiques » des collégiens tout en continuant à supprimer des postes. Mais personne n'est dupe : ce sont les suppressions de postes, les milliers d'heures d'enseignement enlevés aux élèves par manque de remplaçants, la casse des RASED, l'augmentation du nombre d'élèves par classe, le manque de places en établissements spécialisés, en CMPP et en Ulis, le manque d'AESH organisé dans les PIALS, le manque de médecins scolaires, qui sont les premières causes des difficultés des élèves, de

leurs conditions d'apprentissages dégradées et des conditions de travail parfois chaotiques pour les enseignants, les AESH et les Atsems.

Cette situation est sans conteste le résultat des contre-réformes destructrices imposées par les ministres de l'Education Nationale depuis des années. Messieurs Blanquer et Ndiaye qui les ont accélérées, en assumant celles du passé, en portent de ce fait également la responsabilité.

L'objectif est bien le même que celui fixé pour l'hôpital public : dégrader, essorer pour ensuite territorialiser et privatiser.

Dans cette situation, ce projet de carte scolaire n'est pas acceptable : 66 ouvertures pour 68 fermetures, cela s'appelle déshabiller Pierre pour habiller Paul, ou encore déplacer les problèmes créés par la pénurie. Avec les 7 fusions d'écoles, malgré l'opposition des équipes pédagogiques et des parents comme à Baudelaire et Kipling, ce sont 7 suppressions de directeurs propres à chaque école et donc moins de temps pour les élèves, les familles et les équipes, la dilution de la spécificité si précieuse de la maternelle, le lissage des effectifs qui facilite les fermetures, le moyen de répartir les élèves plus facilement quand un enseignant est absent, au lieu de créer des postes de remplaçants.

La ficelle de la légère baisse démographique est trop grosse : 601 élèves de moins dans un département qui compte 621 écoles publiques, cela donne 0,96 élève en moins par école. En aucun cas cela ne peut justifier la réduction à seulement 22 postes de la dotation pour notre département. Aucune création de poste RASED, aucun moyen de remplacement supplémentaire alors que les besoins sont criants et que chaque jour des élèves sont répartis en fond de classe et privés des apprentissages auxquels ils ont droit. 15 moyens sur 22 sont absorbés par les dédoublements, alors que les non dédoublés peuvent se retrouver à 28/30 et même davantage parfois en cycle 3. Les mesures de décharges de directions sont utilisées pour récupérer des moyens alors que les directeurs manquent déjà cruellement de temps. Nous pourrions apprécier la création de 4 Ulis, mais cela se situe tellement en deçà des besoins que nous ne pouvons que signaler l'indigence des moyens consacrés aux élèves en situations de handicap qui stationnent par centaines sur les listes d'attentes pour des places en Ulis, en Ime et en Itep.

Monsieur le Directeur Académique, vous avancez des moyennes, des taux, mais derrière tous ces chiffres, il y a des élèves, certains parmi les plus fragiles, des personnels, des familles, et ce que vos décisions leur font vivre au quotidien.

Notre fédération n'accepte pas le démantèlement de l'enseignement spécialisé : ni la destruction des structures spécialisées, ni les ULIS surchargées au-delà des seuils règlementaires, ni la destruction des RASED découlant de la mise en place des pôles ressources. La loi de 2005 sur l'inclusion des jeunes en situation de handicap a été détournée pour faire des économies sur leur dos. Elle a été transformée en accueil à tout prix dans des conditions relevant de la maltraitance institutionnelle. Le manque de moyens et de considération est criant : nombre de notifications MDPH ne sont pas respectées, qu'il s'agisse de places en établissements spécialisés ou d'AESH. Avec les PIAL que la FNEC FP-FO continue de dénoncer, les heures consacrées à l'aide aux élèves ont diminué comme peau de chagrin, parfois 5h, parfois même une seule, et les AESH sont ballotés au gré des demandes, partagés entre plusieurs élèves et plusieurs établissements, perdant le sens et l'utilité de leur métier. Comment s'étonner que dans de telles conditions de travail et avec leurs salaires de misère, vous n'arriviez pas à en recruter suffisamment monsieur le Directeur Académique, et que les démissions explosent ? Les enseignants et les AESH sont démunis et au bord de l'explosion face au nombre grandissant d'élèves aux comportements incontrôlables présents dans leur classe à cause des fermetures de places dans les structures spécialisées. Les accidents de travail se multiplient. Cette situation ne peut plus durer. L'inclusion est à mettre en place chaque fois qu'elle est possible, la prise en charge en structure spécialisée doit être faite à chaque fois que la situation de l'enfant l'exige et les moyens pour le faire doivent être rendus.

Pour la FNEC FP FO, nous voulons des enseignants sous statut et par conséquent qualifiés et

formés pour abonder les ouvertures de classes, pour stopper les fermetures et les fusions. Nous voulons des remplaçants pour qu'aucun élève ne perde une journée d'enseignement, nous voulons des enseignants spécialisés pour que tous les élèves en situation de handicap et allophones puissent être scolarisés dans de bonnes conditions, nous voulons des RASED complets pour les élèves en difficulté, nous voulons des places en établissements spécialisés et des AESH dans le respect des notifications de la MDA et des besoins des élèves , et ce sous statut avec un temps plein à 24h !

Nous transmettrons les réponses apportées à ces revendications à nos collègues et nous déciderons avec eux des suites à donner.

Je vous remercie pour votre attention.